

# Réponse de SFR à la consultation sur la détermination des loyers liés aux infrastructures mises à disposition en zone blanche

SFR relève que la modification principale du projet de l'ARCEP par rapport aux prescriptions de la décision de 2003 consiste en l'inclusion de la 3G et de la 4G. Sur ce point précis, SFR n'a pas d'observations particulières.

En revanche, la révision de cette décision de l'ARCEP devrait être l'occasion d'un réexamen du périmètre des coûts et des revenus de façon à donner une vision juste et équilibrée du bilan financier des opérateurs sur les zones blanches.

SFR souhaite rappeler que l'article R. 1426-2 du Code Général des Collectivités territoriales prévoit explicitement que : « *Les opérateurs bénéficiant de la mise à disposition d'infrastructures mentionnées à l'article R. 1426-1 communiquent, avant le 30 juin de chaque année, à l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes les montants, calculés au niveau national selon des modalités définies par cette Autorité, **des revenus et des coûts**, hors loyers, liés à l'exploitation de ces infrastructures au cours de l'année civile antérieure* ».

Il résulte de ce qui précède que le cadre réglementaire n'exclut aucun revenu ni coûts supportés par les opérateurs.

SFR note que le projet de décision de l'ARCEP pose le principe de la détermination du résultat financier de l'opérateur dans les zones blanches sur la base d'une activité incrémentale. Une telle activité, comme l'ARCEP ne peut l'ignorer, doit nécessairement prendre en compte tous les revenus et coûts incrémentaux.

Or, force est de constater que le projet de texte prend en compte tout type de revenus mais exclut cependant tous les coûts commerciaux et les coûts communs, ce qui conduit à un contresens économique. L'ARCEP fonde sa position sur le fait que : « *Les coûts commerciaux correspondent aux activités liées à la vente de forfaits mobiles et à l'acquisition de nouveaux clients (boutiques, opérations marketing, ...). Ces coûts ne sont pas évitables et sont donc exclus du calcul du revenu net des opérateurs mobiles lié à l'exploitation des infrastructures mises à disposition par les collectivités territoriales.* »

Bien que l'ARCEP ne développe pas plus son argument, SFR comprend qu'elle fait l'hypothèse que les clients ne génèrent pas de coûts commerciaux avec la couverture des zones blanches car il s'agirait de clients déjà existants qui ne généreraient pas de nouveaux coûts commerciaux et qui pourraient maintenant utiliser la couverture des zones blanches.

Avec ce même raisonnement, il convient de se demander dans quelle mesure les revenus sur les zones blanches sont incrémentaux.

Si ce raisonnement sur les revenus incrémentaux aurait déjà dû être fait en 2003, il est devenu maintenant inévitable au regard des objectifs de régulation qui incombent à l'ARCEP conformément à l'article L. 32-1 du CPCE.

Le poids des forfaits et de l'illimité aujourd'hui dans le parc des opérateurs conduit à identifier un revenu marginal des opérateurs sur les zones blanches très faible. De la même manière que l'ARCEP considère que les zones blanches n'entraînent pas de surcoûts, elle doit s'interroger sur les potentiels revenus additionnels qu'elles sont susceptibles de générer.

SFR relève en outre que les coûts commerciaux incluent non seulement des coûts liés à l'acquisition de nouveaux clients, comme il est fait mention dans la citation de l'ARCEP ci-dessus, mais aussi des coûts liés aux clients existants (par exemple les coûts du service client). L'ARCEP semble ignorer également que le parc se renouvelle constamment (sous l'effet du churn).

Cette dernière circonstance de fait semble avoir été totalement omise par l'ARCEP dans son analyse.

SFR estime inacceptable les prescriptions actuellement définies par l'ARCEP à savoir :

- Inclure la totalité des revenus des forfaits (en allouant une quote-part de tout le chiffre d'affaires sur la base d'une clef volumétrique), indépendamment du fait qu'ils auraient de toutes façons été réalisés sans la couverture incrémentale zones blanches
- Exclure les coûts commerciaux, au motif qu'ils auraient été encourus par les clients de toutes façons sans couverture des zones blanches.

La logique de l'approche incrémentale requerrait d'inclure uniquement les revenus de type hors forfait, au-delà du forfait et prépayé.

Si l'ARCEP dévie de cette logique, elle se doit d'assurer un traitement pleinement équilibré à l'encontre des opérateurs.

Si par extraordinaire, l'ARCEP persistait à vouloir prendre en compte la totalité des revenus y compris les forfaits, elle devrait alors nécessairement et inévitablement prendre en compte les coûts commerciaux.

Si l'ARCEP juge comme elle le fait implicitement dans son projet de décision qu'une clef volumétrique est apte à estimer les revenus incrémentaux sur la base des revenus nationaux, il n'y a aucune raison que cette même clef volumétrique ne puisse être retenue pour déterminer des coûts commerciaux incrémentaux sur la base du volume global des coûts commerciaux des opérateurs.

L'ARCEP précise de plus que les coûts communs sont exclus de l'assiette. Il est important de souligner que toutes les activités de l'entreprise participent par définition aux coûts

communs. Ce n'est pas parce que la part allouable aux coûts communs est difficile à mesurer, qu'elle n'existe pas. Ils sont classiquement retenus dans tous les modèles économiques comme une quote-part de l'enveloppe des coûts de l'activité.

Or, force est de constater que l'ARCEP a toujours retenu, dans son approche économique, des coûts communs sur les produits de la boucle locale d'Orange qui sont ensuite refacturés aux opérateurs.

Ainsi, pour le modèle BLOM théorique, l'ARCEP indique que « *La contribution aux coûts communs est calculée selon une majoration des coûts totaux (coûts de patrimoine et coûts d'exploitation) de 6% (arrondi du dernier taux connu dans la comptabilité réglementaire d'Orange)* »

SFR s'interroge sur le raisonnement utilisé par l'ARCEP sur ce point. Si l'ARCEP considère en effet que 6% est une valeur de référence qui peut être appliquée pour un modèle théorique comme le modèle BLOM, il n'y a aucune raison pour qu'elle considère qu'un tel pourcentage ne pourrait être appliqué pour la détermination des coûts communs sur les zones blanches.

Par ailleurs, concernant le report des déficits, SFR considère qu'il n'y a pas lieu de se limiter à 5 ans. Le report devrait se faire depuis le début de l'exploitation des zones blanches.

En cas de bénéfice, il est prévu que ce dernier soit reversé sans plafonnement aux collectivités.

SFR note que l'on aboutit à une situation particulièrement déséquilibrée où d'un côté des bénéfices peuvent être reversés sans limite dans le futur et où, de l'autre, des déficits accumulés par le passé ne pourraient être pris en compte dans la rentabilité des zones blanches.